

Ville de Bagnols-sur-Cèze
Département du Gard - Arrondissement de Nîmes

**Délibération n° 042/2017
du Conseil municipal
Séance du 1^{er} juillet 2017**

**Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 19 juin 2017
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 26
Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 6
Nombre de Conseillers municipaux absents : 1**

L'an deux mille dix-sept, le 1^{er} juillet à 10 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de l'hôpital de Bagnols-sur-Cèze, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves CHAPELET, 1^{er} adjoint au maire

Conseillers municipaux présents : M. Jean-Yves **CHAPELET**, Mme Catherine **EYSSERIC**, M. Maxime **COUSTON**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Ghislaine **COURBEY**, Mme Monique **GRAZIANO-BAYLE**, M. Rémy **SALGUES**, Mme Karine **GARDY**, M. Denis **RIEU**, Mme Ghislaine **PAGES**, M. Raymond **MASSE**, M. Ali **OUATIZERGA**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Philippe **BERTHOMIEU**, Mme Carole **BRESCHET**, Mme Murielle **ISNARD**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, Mme Yvette **ORTIZ**, M. Claude **ROUX**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : M. Jean Christian **REY** *procuration à J-Y CHAPELET*, M. Vincent **POUTIER** *procuration à C. SUAU*, M. Anthony **CELLIER** *procuration à M. COUSTON*, Mme Aldjia **SAADIA** *procuration à C. EYSSERIC*, M. Serge **ROUQUAIROL** *procuration à Y. ORTIZ*, M. Michel **AYMERIC** *procuration à A-M. AYMERIC*

Conseillers municipaux absents : M. Stéphane **PEREZ**
Secrétaire de séance : Emmanuelle **CREPIEUX**

Objet : S.F.H. E. – Réaménagement d'une garantie d'emprunt

Considérant la demande de la Société Française des Habitations Economiques (SFHE) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), qui a accepté, le réaménagement selon de nouvelles caractéristiques financières de la ligne de prêt réaménagée n° 1264154,

Considérant que cette question a été présentée à la Commission urbanisme, finances et ressources humaines du 21 juin 2017,

Le Conseil municipal décide à l'unanimité :

Article 1 : de réitérer sa garantie pour le remboursement de la ligne de prêt n° 1264154 initialement contractée par la SFHE auprès de la CDC selon les conditions définies à l'article 2 et référencée à l'annexe « caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées ».

La garantie est accordée à hauteur de 50% de la ligne de prêt et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du prêt réaménagé.

Article 2 : les nouvelles caractéristiques de la ligne de prêt réaménagée sont indiquées à l'annexe « caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées » qui fait partie intégrante de la délibération.

Concernant la ligne de prêt réaménagée à taux révisable indexé sur l'inflation, le taux d'intérêt actuariel annuel mentionné est calculé sur la base de l'inflation en France mesurée par la variation sur douze mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'ensemble des ménages hors tabac calculé par l'INSEE et publiée, au journal Officiel.

L'index inflation est actualisé aux mêmes dates que celles prévues pour la révision du taux du Livret A, en fonction du taux d'inflation en glissement annuel publié au Journal Officiel pris en compte par la Banque de France pour calculer la variation du Livret A.

Les caractéristiques modifiées s'appliquent à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

Le taux de l'indice de révision pour l'inflation au 1^{er} août 2015 est de 0,30%.

Article 3 : la garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par la SFHE dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la CDC la collectivité s'engage à se substituer à la SFHE pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : le Conseil municipal s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

Article 5 : le Conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant de réaménagement n° 45856 à intervenir entre la CDC et la SFHE.

Fait et délibéré à Bagnols-sur-Cèze le 1^{er} juillet 2017

Pour copie conforme au registre
Bagnols-sur-Cèze, le 1^{er} juillet 2017

Pour le maire absent,
Le 1^{er} adjoint au maire
Jean-Yves CHAPELET